



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISERE

Autorité environnementale **Préfet de l'Isère**

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
sur la procédure de déclaration de projet avec mise en
compatibilité du PLU de la commune de Oyeu (38)**

Décision n° 08214U0180 n°229

DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 02/03/2015
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10 à L.121-15 et R. 121-14 à R. 121-18 ;

Vu l'arrêté du préfet de l'Isère n° 2014212-0006 du 31/07/2014 portant délégation de signature à Madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, signé le 13/02/2015 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL pour les compétences générales et techniques pour le département de l'Isère ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la procédure de déclaration de projet emportant la modification du PLU de la commune de Oyeu (38), reçue le 27/01/2015, et enregistrée sous le numéro F08214U0180 ;

Vu la contribution de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de la santé (ARS) en date du 12/02/2015;

Vu la contribution de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère du 27/02/2015 ;

Considérant que la procédure vise à permettre un projet de ferme agricole (avec élevages, 11 UGB) à visée pédagogique au lieu dit Langot sur le territoire de la commune de Oyeu, sur les parcelles A 14-27-28 et 29 d'une superficie de 62 077 m² ;

Considérant que le projet de mise en compatibilité distingue, les parcelles nécessaires au projet de bâtiments, des parcelles en prairies et pâtures nécessaires à l'alimentation du bétail et qu'il prévoit l'installation des bâtiments en fond de vallon, prenant ainsi en compte la sensibilité paysagère du site (les pentes de la parcelle A27 situées au-dessus de la cote 540m d'altitude sont ainsi classées en zone agricole de protection paysagère «Aa» au PLU) ;

Considérant que le projet de mise en compatibilité intègre de manière plus large la sensibilité du site via le maintien des franges boisées et des espaces boisés ;

Considérant par ailleurs qu'il prend en compte les risques naturels et qu'il ne va pas à l'encontre des enjeux de connexion écologiques identifiés au SCOT de la Région Urbaine de Grenoble ;

Décide

Article 1

En application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'urbanisme, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, **la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du POS de la commune de Oyeu (38) n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 (IV) du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations, procédures ou avis auxquels le projet de document d'urbanisme peut être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R. 121-14-1 (V) du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public. Elle sera publiée sur le site Internet de la préfecture.

Pour le préfet, par délégation
la directrice régionale

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de l'Isère, à l'adresse postale suivante :
DREAL Rhône-Alpes, CAEDD / Unité AE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au

Tribunal administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38 022 Grenoble cedex

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

